



RÉUNION RESTREINTE

RÉSEAU DE PRÉVENTION DES CRISES ALIMENTAIRES

MOT D'OUVERTURE



Ibrahim Assane Mayaki,
Président honoraire
du Club du Sahel et
de l'Afrique de l'Ouest

Mesdames et Messieurs les Ministres,
Messieurs les Commissaires en charge de l'agriculture de la CEDEAO et de l'UEMOA,
Monsieur le Secrétaire exécutif du CILSS,
[et j'ouvre d'ailleurs une petite parenthèse pour lui adresser mes vives félicitations pour sa nomination à la tête de notre institution régionale en charge des enjeux alimentaires]
Mesdames et Messieurs les représentants des partenaires techniques et financiers,
de la société civile et du secteur privé,
Mesdames et Messieurs les membres du Réseau de prévention des crises alimentaires (RPCA),

Permettez-moi d'introduire notre réunion par une question d'ordre philosophique dont à mon sens nous devrions tirer des conclusions très concrètes.

Cette question est la suivante : Qu'est-ce qu'une crise ?

Les définitions usuelles nous renvoient à des notions de situations exceptionnelles et inattendues, d'irruption soudaine, de catastrophe ou de rupture. De ce point de vue, pouvons-nous considérer que la situation alimentaire et nutritionnelle actuelle et annoncée est une crise ?

À l'évidence non ; puisque depuis plus de 18 mois tous les signaux sont au rouge et que le fait que le nombre de personnes concernées augmente de plusieurs millions était plus que probable. Également parce que, bien au-delà des derniers 18 mois,

nous égrenons chaque année et depuis fort longtemps, les mêmes constats, les mêmes appels et les mêmes recommandations.

En réalité, j'ai le sentiment que nous gérons chaque année les vagues successives d'une même crise. Sans doute notre réseau devrait-il être **autant** celui de **LA** crise alimentaire dont souffre notre région depuis des décennies ; plutôt que **DES** poussées de fièvre régulières de la sous-alimentation et de la malnutrition.

Ne nous laissons pas enfermer dans la seule urgence. L'urgence est un piège, un vortex qui pourrait engloutir toutes nos énergies, tous nos moyens, toutes nos capacités à régler les problèmes de fond et à construire l'avenir.



Car nous le savons, notre capacité collective à venir en aide à celles et ceux – toujours plus nombreux – qui souffrent de la faim et de la malnutrition, est plus fragile que jamais. Les budgets que nous devrions consacrer aux investissements sont réaffectés à la gestion des crises sécuritaires, alimentaires ou sanitaires. Serons-nous contraints d'acheter plus d'armes pour nos soldats que de livres pour nos enfants, ou de distribuer plus d'aide alimentaire que d'intrants agricoles ? À l'heure où nous parlons, l'urgence face aux crises absorbe déjà 20 % de l'Aide publique au développement. Qu'en sera-t-il demain ? Pouvons-nous laisser cela se poursuivre et s'amplifier ?

Ces questions sont fondamentales. Elles sont existentielles. Et je suis heureux de vous annoncer que je les aborderai, aux côtés de la CEDEAO, de l'UEMOA et du CILSS, devant le Comité d'aide au développement de l'OCDE, le 13 avril.

Nous devons à mon sens porter deux messages.

- **Le premier message est celui de notre engagement collectif** ; des efforts et des sacrifices consentis par les gouvernements, de l'action des organisations régionales, du dynamisme de la société civile ; et plus généralement des combats que nous menons solidairement et des innovations que nous portons.
- **Le second message est celui de la nécessité de changer de paradigme et de résolument nous tourner vers une approche systémique, territoriale et prospective des enjeux alimentaires.** Si nous n'opérons pas ce virage, nous serons submergés par l'urgence perpétuelle. C'est dans cet esprit que **nous organiserons à la fin du mois de mai, une réunion des Membres du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest** dans la perspective du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires qui se tiendra en septembre.

L'Afrique de l'Ouest doit être entendue et prise en compte à l'occasion de ce Sommet. Car les sujets qui y seront débattus sont tout simplement vitaux pour les 450 millions d'habitants de cette région.

Je vous remercie.

